



COMMUNIQUÉ

Pour diffusion immédiate

La législation relative aux lentilles cornéennes à but esthétique voit la lumière du jour!

Les lentilles cornéennes à but esthétique risquent d'endommager l'œil et devraient être classées dans la catégorie des verres correcteurs.

Ottawa, 5 octobre 2011 – À l'arrivée de l'Halloween, il est approprié que le projet de loi C-313 ait été déposé à la Chambre des communes par la députée Pat Davidson (Sarnia-Lambton) afin de modifier la *Loi sur les aliments et drogues* de manière à classer les lentilles cornéennes à but esthétique comme des matériels médicaux de classe II, au même titre que les verres correcteurs.

L'Halloween est le moment de l'année où l'on utilise le plus les lentilles cornéennes à but esthétique, et d'abondantes preuves mettent en évidence les dangers potentiels de l'utilisation de ces lentilles sans surveillance professionnelle, notamment le propre rapport de Santé Canada intitulé « Health Risk Assessment of Cosmetic Contact Lens », terminé en septembre 2003. Cette évaluation des risques conclut qu'il n'y a aucune différence dans la façon dont les lentilles cornéennes à but esthétique et les verres correcteurs sont insérés sur l'œil et réagissent avec celui-ci et, pour cette raison, ils devraient faire l'objet du même règlement.

L'Association canadienne des optométristes, l'Association des Opticiens du Canada et la Société canadienne d'ophtalmologie sont très heureuses que M^{me} Davidson ait à nouveau déposé une motion afin que les lentilles cornéennes à but esthétique soient classées dans la catégorie des matériels médicaux.

« Il y va de la vue des gens... et, dans la plupart des cas, de la vue des jeunes! Tous les jours dans le monde, des articles de journaux dénoncent les complications qui peuvent découler de l'utilisation, de la manipulation ou de la pose incorrectes des lentilles à but esthétique. » La D^{re} Lillian Linton, présidente de l'Association canadienne des optométristes, a déclaré qu'il s'agit d'une importante question de santé visuelle et que les optométristes, opticiens et ophtalmologistes du Canada demandent l'appui unanime de la Chambre, du Sénat et de Santé Canada en vue de faire rapidement adopter et appliquer cette modification.

La prescription et la délivrance des lentilles cornéennes correctives sont réglementées dans toutes les provinces. Cette mesure a été mise en place à cause du risque de perte visuelle qu'une personne peut subir si elle porte des lentilles cornéennes mal ajustées ou si elle n'observe pas le mode d'emploi. À l'heure actuelle, on peut se procurer des lentilles cornéennes à but esthétique dans les boutiques de fantaisies, les pharmacies, les kiosques, sur Internet et par d'autres moyens non réglementés, sans obtenir les renseignements essentiels sur l'utilisation et le soin de ce matériel. La plus grande partie des complications proviennent d'une mauvaise utilisation ou manipulation.

Le classement des lentilles cornéennes à but esthétique dans la catégorie des matériels médicaux obligera les produits vendus au Canada à être autorisés par Santé Canada, et les distributeurs devront obtenir un permis pour la vente de ces matériels médicaux. Ce projet de loi est le premier pas vers la distribution contrôlée de ces articles. La prescription et la délivrance font déjà l'objet d'un règlement dans les provinces et dès que le présent projet de loi sera adopté par le gouvernement fédéral, il devrait donner aux provinces le coup de pouce nécessaire pour qu'elles modifient la réglementation de façon à considérer les lentilles cornéennes à but esthétique comme des verres correcteurs.

-30 -

Demande d'interview ou information :

Glenn Campbell, directeur général
Association canadienne des optométristes,
1-888-263-4676, poste 212
glenn@opto.ca

Robert Dalton, directeur général
Association des opticiens du Canada,
1.800.847.3155
rdalton@opticians.ca

Jennifer Brunet-Colvey, chef de direction
Société canadienne d'ophtalmologie,
613-729-6779, poste 225
jBColvey@eyesite.ca